



**CHOISY-le-ROI**

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎01.48.92.44.44

## *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du*

### *Lundi 15 décembre 2025*

---

Le quinze décembre deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures sept, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le lundi 8 décembre 2025, s'est réuni Salle du Conseil municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

#### **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, GAULIER Danièle, SASU Hancès, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, CHASSAY Laurent, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, BOUGUEROUA Hamida, AOUMMIS Hassan

#### **Étaient représentés :**

M. ID ELOUALI Ali	mandat à Mme BOUGUEROUA Hamida
M. SAYADI Walid	mandat à M. POUDY Franklin
M. THIAM Moustapha	mandat à M. COELHO Vasco
M. GARROUT Karim	mandat à M. DESROCHES Damien
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à M. BOURVEN Julien
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
M. OMRANE Alain	mandat à FONTAINE Sabrina
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. BANCE Stéphane
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
M. BALIAS Thierry	mandat à M. ESSONE MENGE Terence
Mme BENKAHLA Malika	mandat à PANETTA Tonino
M. HUTIN Sébastien	mandat à M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien

#### **Étaient absents :**

Mme DOS REIS Sabrina

**Secrétaire de séance :** Damien DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du 19 novembre 2025. ....	4
<b>Ressources Humaines .....</b>	<b>5</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	5
→ Convention cadre avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) relative aux prestations de missions, Santé et Action Sociale au travail. ....	6
→ Mise en place de l'indemnité de managements de fonds.....	7
→ Adhésion au service social du travail du centre interdépartemental de gestion (CIG) de la Petite Couronne et la commune de Choisy-le-Roi.....	8
→ Adhésion à la convention « Conseil en matière de pilotage de la donnée ressources humaines » auprès du CIG Petite Couronne.....	10
→ Adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) .....	11
<b>Marchés Publics .....</b>	<b>12</b>
→ Groupement de commande avec le CCAS pour le marché de fournitures administratives .....	12
<b>Finances.....</b>	<b>13</b>
→ Délibération cadre : clôture du budget annexe parkings au 31 décembre 2025.....	13
→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget principal .....	14
→ Décision modificative n°1 – Exercice 2025 budget principal .....	15
→ Décision modificative N°1 - Exercice 2025 budget annexe des parkings .....	20
→ Subvention d'équilibre 2025 du budget principal au budget annexe des parkings .....	20
<b>Urbanisme .....</b>	<b>21</b>
→ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) 2024 de la ZAC des Hautes Bornes (report) .....	21
→ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) 2024 de la ZAC du Port (report).....	21
→ Modification de l'avenant n°9 au traité de concession de la ZAC du Port .....	21
→ Garantie d'emprunt accordée à Valophis Habitat pour l'extension du réseau de chaleur urbain à Choisy Sud .....	24
→ Choisy Sud – Création d'une Maison des associations : Sollicitation d'une subvention auprès de la Région .....	26
→ Choisy Sud – Création d'une Maison de la santé : Sollicitation d'une subvention auprès de la Région .....	27
→ Choisy Sud – Restructuration du Centre Social Langevin en complexe sportif et espace pédagogique alternatif : Sollicitation d'une subvention auprès de la Région .....	28
<b>Habitat.....</b>	<b>28</b>
→ Approbation de l'acte d'engagement en vue de la délivrance par la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) des données foncières ou des données logement vacant (LOVAC) .....	28

→ Garantie d'emprunt accordée à SEQUENS pour le financement de la réhabilitation de 20 logements locatifs sociaux, situés au 1 Bis rue Rouget de Lisle à Choisy-le-Roi .....	29
<b>Direction Générale des Services Techniques (DGST) .....</b>	<b>30</b>
→ Convention de mise à disposition de terrain pour le jardin partagé des Hautes Bornes.....	30
<b>Commerces / Marchés forains.....</b>	<b>31</b>
→ Tarification des droits de voirie à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026 .....	31
<b>Petite Enfance.....</b>	<b>31</b>
→ Avis sur un projet d'ouverture d'une micro-crèche dans le cadre du service public de la Petite Enfance .....	31
<b>Sports.....</b>	<b>33</b>
→ Tarification des activités sportives au 1 <sup>er</sup> janvier 2026 .....	33
<b>Culture .....</b>	<b>34</b>
→ Adoption du nouveau projet d'établissement du conservatoire .....	34
→ Convention de prestations d'activité culturelle thérapeutique expression corporelle .....	35
<b>Administration Générale.....</b>	<b>35</b>
→ Autorisation du Conseil municipal pour la vente d'un véhicule communal .....	35
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales .....	36

*La séance est ouverte à 19 h 07 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Vous avez été convoqués comme d'habitude dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Damien Desroches, qui est devenu un vrai pro du secrétariat, donc on continue. Je vais passer tout de suite, sans attendre, la parole à Monsieur Baranger pour procéder à l'appel.

→ **Appel**

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du 19 novembre 2025.**

**M. le Maire :** Merci, Monsieur le Directeur. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 19 novembre dernier avec votre convocation. Avez-vous des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas. On peut l'adopter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté, merci.

*Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.*

**M. le Maire :** Nous abordons l'ordre du jour. Je vous donne juste une information, parce que je vous avais parlé de la situation des départements. Cela nous concerne quand même, cela concerne les collectivités. La préfecture a rendu son avis sur le département de la Gironde. Ils n'ont pas été mis sous tutelle, mais cela ne va pas être simple pour eux, à une seule condition, c'est qu'ils doivent faire 90 millions d'économies sur trois ans. 30 millions par an. S'ils ne les font pas, dès la première année, ils seront mis sous tutelle. Ils ont déjà commencé, je ne vous explique pas, les coupes sombres.

En ce qui concerne notre département qui peut nous impacter aussi, il a été voté tout à l'heure à l'unanimité, c'est un vœu qui vient du parti socialiste, communiste et autres, donc de notre opposition, qui s'inquiète effectivement du manque de moyens et de la quasi-faillite des départements. Le Val-de-Marne n'est pas en reste. Nous l'avons voté à l'unanimité pour que l'État, quand même, desserre un peu son étreinte, parce que c'est dramatique. Pour une fois, nous sommes tous d'accord, même si l'on n'est pas d'accord sur les moyens employés, sur ce qu'il faut faire, là où il faut faire des économies, mais on est tous d'accord sur cette situation dramatique. On n'espère pas finir comme le département de la Gironde. Voilà, c'est une information importante. Et puis on va attendre ce qui se passe sur le budget pour savoir si la menace des 70 millions d'euros qui sont demandés, une baisse qu'ils veulent encore faire subir aux collectivités est maintenue ou pas. On verra bien. Ce sont les informations du jour.

Juste une information, et ce ne sera pas un débat et ce ne sera pas une polémique. J'ai lu que j'ai été condamné, et cela concerne, nous avons beau être en élection, que j'ai été condamné. Je n'ai pas du tout été condamné. Mon arrêté a été un arrêté que j'ai voulu faire pour protéger des enfants. Je dis et je le redis ici, si de nouveau on veut organiser des jeux sur la voie publique concernant des enfants, je réagirai exactement de la même manière. J'ai écrit au préfet, j'attends sa réponse, pour être relevé de ma responsabilité, et à ce moment-là, tout le monde pourra faire ce qu'il veut sur la voie publique, du moment que ma responsabilité n'est pas impactée. C'est une information que je vous donne.

Quant à l'ordre du jour, il était prévu de vous présenter le RSU. Nous le retirons parce qu'en CST, les syndicats désirent revoir la copie. Ils ont voté contre. On doit se revoir. En première lecture, quand les syndicats votent contre, on ne peut pas le présenter. On doit se revoir quand ? On se revoit le 17. Là, quel que soit le résultat de cette réunion du CST le 17, nous pourrons vous le présenter sur le premier conseil municipal en janvier. On a été obligés, puisque d'habitude, ils s'abstenaient, et là, ils ont désiré voter contre. C'est leur droit le plus absolu. Donc, on refera une réunion le 17, et puis on le présentera au mois de janvier.

On rentre dans le vif du sujet de l'ordre du jour. Je vais donner la parole sans plus attendre à M. Coelho. Exercice technique habituel, modification du tableau des effectifs du personnel communal.

## RESSOURCES HUMAINES

### → Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. Coelho :** Merci Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues. Choisyens, Choisyennes. C'est une délibération que nous avons l'habitude de passer. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés, et en ouvrir l'accès aux agents contractuels. Chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire :** Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** On se félicite, y compris que soit inscrite la création des postes permettant de préparer la construction de la régie directe pour le Centre Municipal de Santé. Juste une question parce qu'en arrivant, on a vu que l'on avait la délibération sur table. J'imagine que c'est parce qu'elle est modifiée par rapport à celle qui nous a été envoyée. Est-ce que vous pouvez, s'il vous plaît, Monsieur Coelho, nous dire en quoi elle est modifiée, parce que là, dans l'urgence, cela est difficile d'aller rouvrir l'autre, de regarder ce qui change. Si vous pouviez juste nous le dire à l'oral, cela nous permettrait de voter de manière éclairée.

**M. le Maire :** Qu'est-ce qui est modifié ? C'est dans le tableau des effectifs concernant la maison de santé ? Sur table, oui, excusez-moi.

**M. Coelho :** C'est la création de quatre postes.

**M. le Maire :** Oui. C'est à cause du CST : comme ils ont voté contre à notre grande surprise, on a dû le retirer, donc on le modifie. On le représentera, comme je vous le disais. Je n'avais pas tiqué que c'était en lien. C'est parce qu'au CST, ils ont voté contre, donc on modifie ce que vous avez et on représentera ces postes au mois de janvier.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non, on peut voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 117*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER

Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 117 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Convention-cadre avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) relative aux prestations de missions, Santé et Action Sociale au travail.**

**M. Le Maire :** Monsieur Coelho continue sur une convention avec le CIG. D'ailleurs, j'en profite puisque vous avez évoqué la maison de santé, je vous donne une information. Nous avons suivi les conseils de Mme Desprès, mais nous avons déjà préalablement consulté le CIG, et on a eu une première mauvaise réponse, puisqu'il y a un radiologue qui a 75 ans, et le CIG nous a dit qu'il est strictement interdit de l'embaucher. Cela nous embête bien, mais voilà, dans les collectivités, il a passé l'âge, enfin, on cherche, voir si l'on peut... Je voulais vous donner cette information. De toute façon, on va faire une commission de travail où l'on donnera toutes ces informations. Là, c'est difficile si le CIG nous l'interdit, mais il reste quand même une radiologue que l'on peut embaucher, on travaille dessus. C'est important que vous l'ayez, puisque vous avez évoqué le sujet.

Le point numéro 2, l'approbation d'une convention avec le CIG, justement, relative aux missions dans le domaine de santé, maintien de l'emploi et autres. Monsieur Coelho.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique, l'article L455-40, L452-44 et L812-2, afin de répondre aux besoins de l'accompagnement et au conseil, le CIG Petite Couronne propose aux collectivités et établissements publics affiliés de la Petite Couronne les missions dans le domaine de la santé, du maintien dans l'emploi, de la qualité de la vie au travail, de l'action sociale et de la prévention des risques professionnels.

Ces prestations contribuent à développer un service public local de qualité et à améliorer les conditions de vie au travail des agents. Ces missions sont mises en œuvre sur décision du conseil d'administration du CIG Petite Couronne et selon les modalités qu'il définit, notamment dans la convention ci-annexée. Tout en simplifiant les démarches d'adhésion, la convention-cadre relative aux missions de prévention, de santé et d'action sociale au travail permet d'améliorer l'articulation des prestations proposées aux collectivités en recourant à des experts travaillant sur la pluridisciplinarité.

L'accès d'une collectivité ou d'un établissement public à ces prestations est conditionné par la signature de la convention et de son annexe. Par la suite, la collectivité et l'établissement public peuvent décider de solliciter une ou plusieurs prestations par lettre ou demande d'intervention. Ce dispositif permet à la collectivité de recourir sans obligation à tout ou partie des services proposés par la direction de la prévention, de la santé, de l'action sociale du travail du CIG Petite Couronne, les services proposés par le CIG étant complémentaires au service prévention santé et sécurité au travail, PSST, dans la mise en œuvre de la politique

de prévention et des actions de prévention à destination du personnel communal, agents titulaires et non titulaires.

La commune de Choisy-le-Roi passe une convention avec le centre de gestion depuis 2003. La convention actuelle arrivant à terme au 31 décembre 2025, une nouvelle convention d'adhésion doit être établie pour une durée de cinq ans, permettant d'accéder à cette offre de services qui se décline en prestations. Dispositifs psychosociaux, conseil, insertion et maintien dans l'emploi, d'inspection et d'ingénierie de la prévention des risques professionnels, d'ergonomie, de sensibilisation de santé au travail, d'intervention sociale, au travail à distance, d'accompagnement sur la mesure en matière de qualité de vie et conditions de travail.

Afin d'assurer la continuité de la mission mixte d'inspection et d'ingénierie de la prévention des risques professionnels, il est proposé d'adhérer à cette prestation de la convention pour un montant de 11 330 euros (montant forfaitaire annuel selon la strate de la collectivité), puis d'évaluer les besoins sur les autres prestations dans le cadre de l'activité d'accompagnement des services municipaux par le service PSST. Chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire** : Des interventions ? Je n'en vois pas. Votre contre ? Abstention ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 118*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 118 est adoptée à l'unanimité.*

→ **Mise en place de l'indemnité de managements de fonds**

**M. le Maire** : Le point trois, toujours Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : Merci, Monsieur le Maire. Là, c'est par rapport aux régisseurs. Il y a un changement par rapport à une loi. Jusqu'à présent, le RIFSEEP n'était pas cumulable avec l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et des recettes, laquelle devait intégrer le RIFSEEP. La Ville de Choisy-le-Roi avait ainsi délibéré en ce sens en 2019. Désormais, le RIFSEEP peut être cumulé avec l'indemnité de manement de fonds.

L'indemnité de manquement de fonds est la nouvelle dénomination de l'indemnité de responsabilité des régisseurs, adoptée dans le cadre de la réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics.

Monsieur le Maire propose d'instituer une indemnité de manquement de fonds au profit du personnel régulièrement chargé des fonctions de régisseur, titulaire ou intérimaire, ou de mandataire suppléant, d'avances et des recettes ou des fonds cumulés. Cette indemnité est attribuée aux agents qui assurent effectivement les fonctions de régisseur d'avances ou de recettes. Le versement des indemnités de manquement de fonds de la collectivité est fonction d'un barème de référence fixé par arrêté du ministre chargé du budget. Les montants prévus par l'arrêté susvisé sont indiqués dans la présente délibération. Un régisseur chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités de manquement de fonds. Seuls les régisseurs titulaires, intérimaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de responsabilité dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès qu'il s'agit d'un agent public et lorsque ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire au prorata du temps pendant lequel celui-ci exerce effectivement la mission, sur la base des états de remise de caisse opérés avec le régisseur titulaire. Chers collègues, ce changement de loi nous demande d'approuver la mise en place de l'indemnité de manquement de fonds.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 119*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRAINE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 119 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Adhésion au service social du travail du centre interdépartemental de gestion (CIG) de la Petite Couronne et la commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** Monsieur Coelho, vous gardez la parole pour le point n° 4, adhésion au service social avec le centre CIG, toujours.

**M. Coelho :** Le CIG est en vedette, ce soir. La commune de Choisy-le-Roi fait appel aux missions facultatives du CIG Petite Couronne pour être accompagnée dans les domaines de la prévention, de la santé et de l'action sociale au travail. Dans le cadre d'un travail de



simplification de l'actualisation de ces prestations, le CIG Petite Couronne a annoncé que les conventions actuelles en cours prendront fin au 31 décembre 2025 au soir et a adressé les nouveaux modèles de conventions qui entreront en vigueur au 1er janvier 2026.

Depuis 2018, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention entre la collectivité et le CIG Petite Couronne permettant la mise à disposition d'un assistant socio-éducatif à raison de 47,70 % d'un temps complet. Avec les nouvelles modalités de conventionnement entrant en vigueur au 1er janvier 2026, la mise à disposition de l'assistant socio-éducatif se réalisera à raison de 57 % d'un temps complet.

Pour rappel, les missions de l'assistant socio-éducatif mis à disposition sont les suivantes : l'assistant socio-éducatif intervient individuellement auprès des agents pour toute problématique d'ordre médico-social. Il accompagne les agents en difficulté en leur apportant aide, écoute et conseils, en les informant sur leurs droits, en instruisant leurs demandes ou en les orientant vers les dispositifs et services sociaux et de santé de droit commun. Il exerce un rôle de médiation entre les personnes et les organismes et services pouvant être impliqués dans la prise en charge des personnes. Il peut intervenir auprès du service d'affectation d'un agent, des responsables du service des ressources humaines, du service de médecine professionnelle et préventive, de services sociaux et organismes publics et privés dans le réseau de la santé et de l'aide sociale. Il participe à la politique sociale de la collectivité et à ce titre, il se doit d'éclairer les responsables des collectivités sur la situation d'agents qui sollicitent une mesure particulière, motivée par des circonstances familiales, sociales ou graves, de fournir des éléments statistiques nécessaires à une meilleure connaissance de la situation sociale des agents, notamment au travers d'un bilan de son activité remis chaque année, de participer aux réunions auxquelles il est invité au titre de son activité ou de sa compétence. Il peut assurer des interventions collectives et apporter son concours à l'étude des conditions de travail ou pour l'organisation d'actions de prévention, d'information et de formation destinées aux agents.

La participation financière annuelle de la collectivité est établie au prorata d'un temps de travail de l'assistant socio-éducatif sur la base d'un tarif fixé par le conseil d'administration du Centre Interdépartemental de Gestion, le CIG. Pour l'année 2026, ce tarif est fixé à 42 000 euros pour une mise à disposition à 60 %, soit 39 900 euros pour une mise à disposition à 57 %.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver cette convention du CIG relative à l'adhésion du service social de travail et la gestion de la petite enfance d'Île-de-France à compter du 1er janvier 2026.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Coelho. Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 120*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine,

ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 120 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Adhésion à la convention « Conseil en matière de pilotage de la donnée ressources humaines » auprès du CIG Petite Couronne**

**M. le Maire** : Monsieur Coelho, vous restez dans la course. Toujours une convention, toujours avec la CIG.

**M. Coelho** : Non, ce n'est pas une convention, c'est une adhésion, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Oui, une adhésion à la convention.

**M. Coelho** : Oui, adhésion à la convention, tout à fait, toujours avec le CIG. Le CIG Petite Couronne propose, au profit des collectivités territoriales, une mission de conseil en pilotage des données en ressources humaines.

Cette approche permet de renforcer la cohérence des politiques RH, d'optimiser les ressources et de favoriser une meilleure lisibilité des données au service de la stratégie managériale et budgétaire. La commune de Choisy-le-Roi, à l'instar d'autres collectivités adhérentes du CIG, souhaite bénéficier de l'accompagnement du CIG en matière de pilotage de la masse salariale, de mise à disposition de ces données sur les effectifs, son budget, sur l'absentéisme, et plus largement sur toutes les données exploitables du système d'information en ressources humaines ou finances.

Les tarifs des prestations proposées au CIG sont fixés par le conseil d'administration du CIG et sont susceptibles d'évoluer chaque année. Ces évolutions tarifaires seront adoptées par délibération du conseil d'administration du CIG et communiquées à la collectivité. Le tarif d'adhésion au conseil de pilotage en matière RH est fixé à 3 000 euros pour la première année et pour les collectivités ayant des effectifs rémunérés compris entre 1 000 et 1 400 agents, dont fait partie la commune de Choisy-le-Roi. Ce tarif d'adhésion est financé entièrement par le SICIO.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver la convention portant l'adhésion au service « conseil en matière de pilotage de la donnée ressources humaines » du Centre Interdépartemental de Gestion.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Coelho. Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 121*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN

Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 121 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG)**

**M. le Maire** : Dernière ligne droite pour Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal qu'il est opportun pour la collectivité de souscrire un contrat d'assurance des risques statutaires garantissant les frais laissés à sa charge. En vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents en cas de décès, invalidité, incapacité temporaire, accident ou maladie imputable au service, que dans le cadre du renouvellement du contrat d'assurance groupe à adhésion facultative garantissant les risques statutaires des collectivités et l'établissement public de la Petite Couronne, le CIG Petite Couronne a lancé une consultation sous la forme d'un marché négocié, le nombre de fonctionnaires concernés, de nature à améliorer la proposition financière et les garanties proposées. Que la collectivité a décidé de rejoindre la procédure de consultation et a donné mandat en ce sens au CIG Petite Couronne. Que le CIG Petite Couronne a informé la collectivité de l'attribution du marché CNP Assurances, c'est l'assureur, et Relyens courtier et des nouvelles conditions de contrat.

Après analyse de la proposition, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal de donner suite à cette proposition et d'adhérer au contrat groupe assurance des risques statutaires selon la proposition suivante : durée du contrat, 4 ans, date d'effet au 1er janvier 2026. Régime du contrat : capitalisation. Risques garantis pour les agents titulaires ou statut stagiaire affiliés à la CNRACL : décès taux égal à 0,23 %, accidents et maladies imputables au service taux égal à 4,1, soit un taux global à 4,24 %. Ce taux, il convient d'ajouter les frais de gestion qui seront versés au CIG Petite Couronne pour sa gestion de contrat. Ces frais représenteront 0,60 % de la prime d'assurance versée par la collectivité à l'assureur, elle-même assise sur la masse salariale déclarée tous les ans par la collectivité. Le montant de la prime annuelle aura comme base de cotisation le traitement indiciaire brut annuel, et la nouvelle bonification indiciaire.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver la convention d'adhésion au contrat groupe assurance des risques statutaires du Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne. Voilà, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Coelho. Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 122*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 122 est adoptée à l'unanimité.*

## **MARCHÉS PUBLICS**

### **→ Groupement de commandes avec le CCAS pour le marché de fournitures administratives**

**M. le Maire** : Nous entrons maintenant dans les marchés publics. Je donne la parole à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Bonsoir, chers collègues. Bonsoir, Monsieur le Maire. Simplement une décision classique pour un groupement de commandes avec le CCAS pour le marché de fournitures administratives. Tout simplement. Ce sont des stylos, des cahiers, etc.

**M. le Maire** : Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 123*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 123 est adoptée à l'unanimité.*

## FINANCES

### → Délibération-cadre : clôture du budget annexe parkings au 31 décembre 2025

**M. le Maire** : Maintenant, Madame Francisot va également commencer son marathon des finances.

**M. Francisot** : Tout à fait, Monsieur le Maire. Cette fois-ci, ce sera la clôture du budget annexe des parkings au 31 décembre, puisque vous le savez, la gestion, l'exploitation des parkings est désormais sous DSP. Il n'est plus nécessaire de conserver un budget annexe pour ces parkings. Il peut toutefois y avoir quelques dépenses qui restent encore à régler, qui seront réglées sur le budget principal, et toutes les charges afférentes au parking, puisque nous sommes toujours propriétaires des parkings, seront traitées sur le budget principal, ainsi que la redevance que nous recevrons de l'exploitant. Il convient simplement de clôturer ce budget au 31 décembre 2025.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot. Des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Sans rouvrir le débat, bien évidemment, c'est une décision qui est la suite logique de la décision que vous aviez prise un peu plus avant, donc il ne s'agit pas de s'y opposer, puisque c'est une suite technique. Simplement, profiter de cette délibération pour vous faire part d'éléments qui nous remontent de la part des usagers des parkings, et plus particulièrement du parking mairie où des incidents récurrents ont eu lieu quant à la capacité à sortir du parking de manière automatique avec la lecture de plaques. À plusieurs reprises, alors soit je connais des gens malchanceux, parce que j'ai au moins quatre fois où cela est arrivé, un soir où il a fallu appeler EFFIA, il y a même eu un soir où EFFIA ne répondait pas, on m'a confié qu'il y a des gens qui avaient soulevé la barrière de force pour pouvoir rentrer chez eux. Est-ce que vous avez connaissance de ces événements ? Pour ma part, enfin, ce n'est pas que cela m'inquiète, c'est qu'il y a besoin de discuter. Après, vous allez me dire : « vous connaissez des gens malchanceux », mais ce sont quatre fois différentes, je précise, c'est quatre fois différentes, je ne vous parle pas d'une seule anecdote.

Le deuxième point, pour le coup, là encore n'y voyez pas de malice, mais vous êtes confrontés comme tous vos prédécesseurs au problème des infiltrations de la dalle. Il y a eu des travaux qui ont été faits pour l'étanchéité de cette dalle et on est bien obligés de reconnaître, pour ceux qui se rendent dans le parking, qu'il y a à nouveau des gouttes, y compris à nouveau des seaux pour récupérer de l'eau qui tombe qui sont disposés, j'imagine, maintenant par EFFIA dans le parking de la mairie. Donc, savoir si vous aviez été attentif à cela et si vous aviez commencé à regarder.

Encore une fois, il n'y a pas là de... Le problème de cette dalle et des infiltrations sur cette dalle est maintenant légendaire à Choisy-le-Roi.

**M. le Maire** : Alors sur le premier point, non, je n'ai pas eu de remontée, mais de toute façon, pour utiliser le parking, si vous parlez de la carte bleue, de payer, ils ne prennent pas la carte encore pour l'instant, il faut payer à la caisse. Donc, s'ils vont à la barrière et qu'ils mettent la carte, oui, cela ne passe pas.

**M. Guillaud-Bataille** : Au parc de la mairie, cela marche déjà, Monsieur le Maire. Je vous parlais vraiment spécifiquement, c'est au parc de la mairie que les incidents ont eu lieu.

**M. le Maire** : Écoutez, je recevais beaucoup de lettres, vous pouvez vérifier, je n'ai pas reçu, très sincèrement, mais je veux bien voir les gens qui ont eu ces problèmes, et on va les remonter à EFFIA, mais je n'ai pas reçu de remarques ou de lettres de personnes qui étaient

restées coincées, très sincèrement. Maintenant, cela m'intéresse qu'ils nous écrivent. De toute façon, on va le signaler à EFFIA.

Par contre, je dois dire que cette opération a été un succès, parce que là aussi, en toute transparence, je n'ai que des félicitations, c'est le jour et la nuit, on comptait dessus, entre ce qu'il y avait avant et maintenant. Alors, qu'il y ait maintenant des choses encore à parfaire, bien sûr, ils n'ont pas fini les travaux, ils ont encore au moins un an de travaux par rapport au cahier des charges que nous leur avons donné.

Quant aux infiltrations, c'est au parking Jaurès, au dernier sous-sol, il y a un souci, c'est au dernier sous-sol qu'il y a un souci complexe, sinon dans tous les autres parkings, non, a priori, il n'y a pas... c'est au dernier sous-sol de Jaurès, à ma connaissance. On va regarder.

**M. Guillaud-Bataille :** Regardez, parce qu'il y a des flaques d'eau au parking mairie, et EFFIA a disposé des seaux d'eau sous les endroits où ça goûte.

**M. le Maire :** Oui, mais merci de le signaler. Il y a une décennale de toute façon, donc cela vient d'être fait. Bien sûr qu'on va le remonter et le signaler si... Vous êtes au courant ? Vous avez reçu... ? Ah, on me dit que les fuites, oui, ils sont au courant, ils l'ont déjà remonté. Mais par contre, pour la... non, là, on n'a pas reçu de... mais bon, on va quand même vérifier ce qui se passe. Très bien. D'autres interventions sur ce sujet ? Mais vraiment, c'est unanime, tous les Choisyens me disent que cela a vraiment changé, et je pense que cela va être encore mieux, parce qu'il y a encore un an de travaux, ils ont fait au maximum pour ouvrir, et c'est spacieux.

S'il n'y a pas d'autres interventions, je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 124*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 124 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Admission en non-valeur de créances irrécouvrables — Budget principal**

**M. le Maire :** Les fameuses créances irrécouvrables, Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Merci. Encore une décision que l'on voit assez régulièrement ici, c'est l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables. Il y en a cette fois-ci pour un montant de 89 969,46 euros entre les créances qui ne peuvent plus être recouvrées pour surendettement et les autres que l'on n'arrive pas à recouvrer. Voilà pour cette décision.

**M. le Maire** : Bon. Très bien. Décision modificative sur le budget principal, DM n° 1. Pardon, je n'ai pas mis au vote parce qu'en même temps on m'a passé un petit mot. Y a-t-il, sur les valeurs non recouvrables, des interventions ? Non. Malheureusement, on est tous victimes de cela. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 125*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 125 est adoptée à l'unanimité.*

#### → **Décision modificative n° 1 — Exercice 2025 budget principal**

**M. le Maire** : DM n° 1, le budget principal 2025. Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Merci. Comme d'habitude en fin d'année, nous ajustons les prévisions budgétaires, ce qui nous permet d'apercevoir au mieux le réalisé pour pouvoir, derrière, réaliser le budget de l'année suivante. Cette décision modificative de 2025 (il doit y avoir une petite coquille sur la note) s'élève à plus 160 017 euros en section de fonctionnement, et moins 6 345 234 euros en section d'investissement.

Je vais essayer de balayer rapidement là où il y a eu des opérations. Sur les charges à caractère général, on retire 185 356 euros. On ajuste les subventions versées et les contributions à moins de 111 000 euros. Vous verrez celles du CCAS à moins 63 000 euros. Si vous vous souvenez bien, nous avons fait une DM pour rajouter des sous, non, au BS nous avons rajouté des sous au budget du CCAS pour pallier notamment aux frais de ressources humaines. Finalement, on en a eu besoin d'un peu moins, après le dernier train de paye, on a pu voir et ajuster. Également le parking qui porte le montant total de la subvention à 138 000 euros. On ajuste les charges de personnel, donc à 600 000 euros de moins, et les charges financières et l'intérêt de la dette, on l'augmente cette fois-ci de 181 100 euros. Je passe sur les opérations d'ordre.

En recettes de fonctionnement, donc, on ajuste les produits des services du domaine et des ventes diverses de moins de 164 375 euros. On diminue aussi le Fonds de solidarité des

communes de la région Île-de-France de 67 072 euros pour correspondre à ce que l'on a reçu. Le chapitre des impôts et taxes est en revanche augmenté de 362 942 euros. Le chapitre des dotations et FCTVA fonctionnement est augmenté de 20 555 euros. Nous retirons 109 238 euros au chapitre des subventions et participations. La compensation au titre des exonérations de taxe foncière et taxe d'habitation est augmentée de 197 183 euros, et les autres produits de gestion courante sont augmentés de 160 560 euros.

En section d'investissement, sur les frais d'études et d'insertion, nous diminuons de 268 246 euros la prévision. Pour les autres immobilisations incorporelles, nous diminuons simplement de 9 390 euros. Pour ce qui concerne les travaux d'aménagement et acquisition de matériel, nous diminuons ce chapitre de 3 867 180 euros, simplement pas par abandon, mais par décalage dans le temps de ces opérations ou de la réalisation en réalité financière de ces opérations. Sur les travaux en cours, nous ajustons la prévision de 56 221 euros supplémentaires. Pour les opérations votées en AP/CP, nous diminuons l'ensemble des enveloppes pour 2 163 815 euros. La participation au budget des sapeurs-pompiers est également diminuée de 69 888 euros, conformément à leur demande. La subvention d'investissement au budget annexe des parkings est donc diminuée de 175 266 euros. Les autres subventions d'équipement sont diminuées de 5 710 euros. La taxe d'aménagement, nous devons rembourser un trop-perçu, ce chapitre est augmenté de 37 040 euros, et le remboursement du capital de la dette est augmenté de 185 000 euros.

Pour ce qui concerne les recettes d'investissement, nous ajustons l'emprunt en retirant 3 021 920 euros. Donc le montant de l'emprunt 2024 est porté à 10 803 308 euros. Les subventions d'investissement sont diminuées de 5 464 262 euros. Encore une fois, c'est un décalage dans le temps puisque certaines subventions nécessitent que les opérations soient terminées pour être encaissées. Donc, toutes ces subventions seront réinscrites au BP. On ajuste la FCTVA, cette fois-ci par investissement, à plus 1 028 486 euros, la taxe d'aménagement, les recettes de taxe d'aménagement à plus de 100 000 euros, et nous inscrivons des écritures de régularisation concernant les mandats émis en 2024 de plus 1 028 771 euros. Pour terminer, je précise que le virement à la section d'investissement est augmenté de 512 357 euros, ce qui porte le montant total à 1 663 074 euros sur le budget 2025. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Quelques mots sur cette décision modificative de par les choix qui sont faits ou les faits qui sont enregistrés, puisque ce sont un peu les deux modes de décision dans une décision modificative, et puis peut-être pour avoir des réponses, en tout cas pour donner le sentiment qui se dégage de cette décision modificative.

Le premier point a été évoqué par Madame Francisot. J'imagine que c'est là une question de façon de regarder, de voir les choses. Pour ma part, je trouve toujours étrange, même en fin d'année, même pour des raisons que vous avez l'air de donner que l'on a décidé une modification trop importante en juin, mais baisser une subvention au CCAS dans la période que traversent les Choisyennes et les Choisyens, qu'on le veuille ou non, c'est limiter sa capacité d'action en direction de nos concitoyens les plus fragiles et les plus en difficulté. À de nombreuses reprises, nous avons, quant à nous, des remontées du CCAS qui nous font dire qu'il y a aujourd'hui une difficulté dans l'accueil des Choisyennes et des Choisyens, dans leur accompagnement, qui est très certainement, très probablement dû, en tout cas de ce que nous pouvons entendre, à un problème de nombre de personnels et de niveau de recrutement. C'est un premier élément, mais on parle de 63 000 euros, donc ce n'est pas évidemment le cœur de mon propos. Je veux souligner, donc, le choix, il y a une baisse de 600 000 euros en personnel qui est actée dans ces dépenses de fonctionnement. Peut-être y a-t-il besoin de ne pas les passer sous silence, mais de donner des éléments qui expliquent cette baisse de 600 000 euros par rapport au budget prévisionnel sur le personnel.



Dernière question sur le côté fonctionnement, mais qui est une question de vie quotidienne, je dirais. Nous avons noté une baisse de recettes de 113 000 euros dans le produit du périscolaire, ce qui représente quand même une somme. Est-ce que c'est le signe d'une baisse de fréquentation ? Est-ce que c'est le signe de difficultés, aujourd'hui, de paiement de familles ? Il y a en tout cas, étant donné la somme qui est assez importante, besoin, je crois, d'éclairer le Conseil municipal sur le fait qu'il manque aujourd'hui 113 000 euros par rapport à nos projections en périscolaire. On sait à quel point c'est un service utile pour les parents, mais aussi, bien souvent, un moment important pour les enfants de pouvoir accéder à ces activités. Donc, peut-être des éclairages là-dessus.

J'en viens aux investissements, et évidemment, ce que je vais vous dire peut-être vous plaira peu, mais ce n'est pas très grave, c'est ce qui nous différencie. Le niveau, on va dire, de recul sur les investissements projetés par rapport au BP 2025 est pour nous le signe de ce que nous ne cessons de dénoncer depuis 2023. C'est-à-dire qu'en 2023, nous vous reprochions de ne pas avoir, d'ailleurs, du tout emprunté et d'avoir fait de l'investissement très bas pendant les premières années de votre mandat, alors que les taux d'intérêt étaient très bas. Piqué au vif certainement par ces remarques et par les termes d'immobilisme que nous avons employés, tout à coup, vous avez déchaîné une volonté d'investissement, de travaux, de mettre des choses en œuvre et de faire beaucoup, d'affichages sur tout ce que vous alliez faire. Or, chaque année, nous le constatons à chaque décision modificative depuis que vous avez décidé d'enclencher cette dynamique, nous l'avons vu en 2024, nous le voyons aujourd'hui en 2025, d'une part, ces travaux n'aboutissent pas dans les délais escomptés, d'autre part, ils se chevauchent, ils rencontrent des difficultés, et petit à petit, en fait, quand on voit les renoncements et la liste des projets qui ne sont pas faits, finalement, on a le sentiment bizarre autant qu'étrange qu'il y a beaucoup d'annonces qui sont faites, beaucoup de choses pour répondre d'une part aux engagements que vous aviez pris en 2020, d'autre part pour essayer de manifester votre volonté d'agir pour la ville, et puis, au final, les choses ne sont pas au rendez-vous, voilà, et je ne parle même pas de l'agacement que l'empilement de travaux depuis deux, trois mois dans les rues de la ville peut créer auprès des Choisyennes et des Choisyens. Quand on fait tout en même temps, cela devient difficilement supportable, effectivement. Voilà. Quand on regarde sur les études, vous reculez sur le site Renault, sur la galerie Rouget de Lisle, sur la cuisine centrale, et vous retirez 160 000 sur les rues. Pour ce qui concerne les travaux, c'est une baisse de 3,8 millions d'euros. Alors, certes, il y a des reports en 2026, mais je viens d'expliquer la façon dont nous avons de les lire. Il y a aussi un recul de 2,1 millions en AP/CP. Alors, si le gros est évidemment alloué au NPNRU, on constate que les autres points sur lesquels il y a un ralentissement de vos investissements, en tout cas de ceux que vous projetiez de faire et que vous aviez promis et annoncés aux Choisyennes et aux Choisyens, les jeux pour enfants, les plantations d'arbres, le square Brossolette, les îlots de fraîcheur. Voilà en gros ce que l'on peut voir dans votre décision modificative. C'est une mairie qui a voulu se précipiter pour donner une impression d'action et qui, au final, bute dans la difficulté de le faire.

Il y a donc un manque de projection, un manque de programmation, un manque de regard à long terme, une volonté d'empiler les décisions pour essayer de démontrer une action qui, en fait, aurait dû avoir lieu tout au long des six années et pas en précipitation lors des deux dernières années. Seule bonne nouvelle de cette décision modificative, ces reports créent le fait que vous n'avez pas eu recours à l'emprunt au même niveau que vous l'espériez, donc la ville sera un peu moins endettée que vous l'aviez projeté.

**M. le Maire :** Bon, très bien. Décidément, on ne vit pas dans la même ville, mais bon, cela vous regarde. Vous avez votre analyse. Vous disiez que nous, on avait des investissements parce qu'il y a des élections. Moi, je crois que vous avez une analyse post-électorale, on le voit bien dans ce que vous écrivez. Je ne vais pas faire un débat là-dessus, cela vous regarde, les Choisyennes et les Choisyens sauront très bien retrouver la vérité.

Le CCAS. Il n'y a aucune baisse du CCAS. Le CCAS nous a demandé au BS une augmentation. Ils avaient peur d'être trop courts. Finalement, ils nous ont dit que cette augmentation, ils n'en avaient pas besoin. C'est pour cela que l'on fait des décisions modificatives. Donc, nous avons fait un ajustement et le budget du CCAS, on en est très fier, on fait énormément, c'est un de nos points forts, on n'a rien baissé.

Les 600 000 euros sur le personnel. On a perdu, comme je vous l'ai dit, des policiers municipaux, et l'on avait fait une évaluation trop forte sur les besoins financiers. Il n'y a personne, il ne manque pas des gens, comme vous dites, surtout pas les 300 emplois qui manquent à la Ville. J'aimerais lire dans votre programme que vous allez créer 300 emplois, puisqu'il manque 300 emplois. Je ne l'ai pas encore lu, mais cela viendra peut-être. Vous allez sûrement dire à la population que vous allez embaucher 300 personnes. Ces 600 000 euros, là aussi, c'est pour cela que toutes les villes de France et de Navarre, il y a des décisions modificatives. C'est le législateur qui a instruit cela, afin d'ajuster le budget par rapport aux pérégrinations que nous vivons.

Sur les recettes, nous avons tapé un peu trop fort sur les recettes. Donc, on n'en aura pas moins que l'année dernière, mais moins que ce que nous avons prévu, parce que l'on a été très ambitieux sur les recettes. Là encore, les enfants, on se félicite de tout ce que l'on fait sur les enfants. Les enfants ne manquent de rien. Il n'y a aucune activité qui a été supprimée, on en a même rajouté. On a les félicitations des parents. Il me semble que vous confondez les chiffres bruts. Les actions de la Ville, allez regarder si l'on supprime quelque chose, on ne supprime rien du tout malgré les conditions extrêmement difficiles que nous vivons. D'ailleurs, vos collègues au département, nous avons été surpris, ce sont eux qui ont fait ce vœu en reconnaissant que, je pourrais vous le lire, je ne l'ai pas descendu, mais je pourrais vous le lire, en reconnaissant que 60 % des départements sont en quasi-faillite, les villes n'en sont pas loin, avec tout ce que l'on nous enlève, et malgré tout, à Choisy-le-Roi, nous n'avons rien supprimé, nous avons fait des ajustements sur ces décisions modificatives. Là où il y a une baisse, ce n'est pas parce qu'il y a eu une baisse d'activité ou que l'on aurait supprimé un service, absolument pas. Ce sont des ajustements par rapport à nos prévisions, voilà, et par rapport à des demandes qui ont été faites. Il y a aussi la baisse, ce sont les sapeurs-pompiers eux-mêmes qui nous ont dit qu'ils n'avaient plus besoin de cette somme. On les remercie, donc on les a réintégrés, c'est tout.

Maintenant, sur votre sempiternelle chanson, vous osez dire, vous parlez des jeux pour enfants, mais enfin, vous vous promenez ? Vous voulez que je vous emmène voir tous les jeux qu'on a remplacés ? On a remplacé la moitié des jeux de la ville, ce qui n'a jamais été fait avant. Ils étaient tous vétustes, à commencer par celui du parc de la mairie qui était cassé de partout. On a dû se battre trois ans avec les bâtiments de France parce qu'ils voulaient nous faire mettre des écorces avant qu'on le mette. Il nous a coûté plus de 100 000 euros. Je suis tombé à la renverse quand j'ai vu les devis. 100 000 euros. Mais qu'est-ce que vous racontez sur les jeux d'enfants ? On les a remplacés à moitié, on a réparé. Aux Hautes Bornes, on vient d'ajouter des jeux et on a remplacé l'ancien. Nous n'arrêtons pas.

Les routes. Nous avons 60 % des routes à refaire. Excusez-nous d'essayer de réparer ce que vous n'avez pas fait. Donc, nous sommes en train de mettre des routes, et pourquoi nous le faisons maintenant ? Contrairement à ce que vous dites, on n'a pas eu six ans sur notre mandat. Un, lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait plus de pilote dans l'avion. Tous les services étaient décapités. Il nous a fallu presque deux ans pour recomposer tous les services, la direction générale, et ce n'est pas parce qu'on était élu, cela s'était passé avant. Il n'y avait plus aucun service en fonctionnement. Donc c'est aussi un gros orgueil que nous avons d'avoir rétabli le fonctionnement de notre commune avec des personnes de qualité qui sont derrière moi, que je remercie, sans qui, eux et les agents, bien sûr, qui mettent en œuvre, rien n'aurait été possible. Donc, le temps de mettre en route cela, parce qu'il faut

faire des dossiers, nous sommes en France, lorsque l'on fait des dossiers, c'est toujours très long, comme les autres villes, et comme nous avons bien travaillé et que les dossiers finissent par aboutir, oui, les travaux arrivent, et vous n'avez pas tout vu, parce que cela va encore s'accélérer, et si on nous fait confiance sur un deuxième mandat, cela va s'accélérer, mais d'une manière puissance 100. Voilà, c'est tout. Quand vous parlez de nos 6 ans de mandat, nous avons eu 4 ans de mandat. 4 ans. Et on a fait plus en 4 ans de mandat que notre prédécesseur en 6 ans, voire le précédent en 10 ans, parce que pendant 63 ans, il y a eu des choses de faites, bien sûr, à Choisy-le-Roi, mais nous, avec deux ans de Covid, la guerre en Ukraine, une ville décapitée, je suis fier, orgueilleux de notre bilan, je vous invite à le lire, vous serez surpris de tout ce que nous avons pu faire, parce que lorsqu'on le lit, c'est beaucoup plus probant. Voilà.

Maintenant vous dites des investissements, j'ai renoncé. À quels investissements j'ai renoncé ? Vous allez dire la piscine ? Je n'ai jamais dit que l'on ferait la piscine là. Il faut la faire malheureusement, puisque vous auriez dû faire cette piscine il y a 30 ans. Elle a 70 ans, donc oui, il faut construire une nouvelle piscine. Je n'ai jamais dit qu'elle serait construite là. Voilà. Ce sera fait, mais peut-être que c'est vous qui la mettrez en œuvre. Voilà. Nous travaillons. Nous travaillons d'arrache-pied, et nous n'avons eu que 4 ans pour travailler. 4 ans ! Je peux vous dire que mes collègues sont ébahis de ce que nous avons réussi à faire, parce qu'il fallait voir dans quelle situation nous sommes arrivés. D'ailleurs, on nous avait donné 3 mois, que ce soit politiquement, techniquement ou financièrement, on nous avait donné 3 mois. On peut tous ici, toute la majorité, être fiers du travail qui a été accompli. Voilà. Les décisions modificatives ne font qu'ajuster la prévision financière. C'est bien pour cela que les décisions modificatives ont été créées, et il y aura un compte administratif qui va bien lister tout ce que nous avons fait. Excusez du peu, on a dû refaire le pont Rond, on a fait une passerelle qui était fermée depuis 15 ans aux Rives de Seine, on a refait la passerelle qui va aux Navigateurs, à la Prairie, on est en train de refaire la passerelle de la gare, excusez-moi quand même, on a refait une dizaine de rues, quand on voit le prix que cela coûte, on a dû refaire l'étanchéité de la dalle, 1,5 million, plus le tout-venant, mais non, on n'a rien fait. Bon, on n'a rien fait. Comment ? Morillon, merci, Bénédicte. Morillon qui nous tombe dessus, là aussi, c'est sur un coût de 1,5 million. Enfin, on n'a eu que ces mauvaises surprises.

Nous avons fait face, nous avons fait face ensemble, nous avons tenu bon, et malgré le temps mauvais, nous avons quand même apporté du soleil à nos concitoyens, comme le marché de Noël l'a prouvé. Les enfants avaient des étoiles dans les yeux, les adultes étaient ravis, nous étions nous-mêmes ravis d'avoir apporté ce moment de bonheur, et c'est ce qui compte pour nous. Vous pouvez chercher auprès des enfants, auprès des adultes, nous n'avons rien supprimé. Nous ferons tout pour que cela dure, mais au gré des nouvelles qui vont nous tomber dessus, on verra, on ajustera, mais en restant toujours dans le service qui est dû à notre population.

Si on peut voter, à moins qu'il y ait une autre intervention, mais je crois que tout a été dit. On était sur la DM n° 1. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Oui, il y a des procurations. Des abstentions ? Non ? Très bien.

*Vote de la délibération n° 25 126*

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI

Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 6 (DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 126 est adoptée.*

### → **Décision modificative N° 1 — Exercice 2025 budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Maintenant, DM N° 1 sur le budget des parkings. Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Pour le coup, je serai beaucoup plus courte sur le budget des parkings en disant que la DM s'équilibre à moins de 23 425 euros en section de fonctionnement et moins 183 499 euros en section d'investissement. Tout simplement.

**M. le Maire** : Des interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Vote contre, Monsieur Guillaud-Bataille, ou une intervention ? Levez bien les bras. La DM des parkings, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Je n'en vois pas. C'est comme tout à l'heure.

*Vote de la délibération n° 25 127*

Ont voté pour : 36

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine.

Ont voté contre : 5 (BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 127 est adoptée.*

### → **Subvention d'équilibre 2025 du budget principal au budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Subvention d'équilibre, c'est peut-être la dernière, au budget principal des parkings.

**Mme Francisot** : Tout à fait, c'est la dernière. En théorie, cette année, la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings s'élève à 138 097 euros.

**M. le Maire** : Au lieu des 300 000 habituels. C'est quand même pas mal. Y a-t-il des interventions sur le budget d'équilibre ? Non, je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n° 25 128*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 128 est adoptée à l'unanimité.*

## **URBANISME**

→ **Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) 2024 de la ZAC des Hautes Bornes (report)**

→ **Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) 2024 de la ZAC du Port (report)**

**M. le Maire** : Sur l'urbanisme, il y a eu un bug. Nous devons vous présenter les deux CRACL : CRACL des Hautes Bornes et CRACL de la ZAC du Port. On vient de s'apercevoir qu'il y a eu un bug, pourtant on l'avait envoyé, le CRACL ne vous est pas parvenu en pièce jointe, et il y a eu une ou deux erreurs. Donc, nous préférons retirer ces deux CRACL et les représenter au mois de janvier, parce que vous n'avez pas eu le CRACL en pièce jointe, je pense que cela vous sera difficile d'évaluer les choses. Ce que je peux vous dire, c'est que, quand même, les Hautes-Bornes, cela avance bien. Nous terminons la partie logement qu'il y avait aux Hautes Bornes, sur la ZAC du Port également.

→ **Modification de l'avenant n° 9 au traité de concession de la ZAC du Port**

**M. le Maire** : Ce que l'on peut voter, par contre, c'est ce qui était prévu en urbanisme, le point 3, c'est l'avenant n° 9 au traité de concession de la ZAC du Port. En fait, cela fait suite, nous avons voté il y a maintenant un mois, vous savez, où la SADEV mettait en commun sur l'ensemble des aménagements qu'ils faisaient et des constructions, mettaient ensemble de la trésorerie au lieu de traiter programme par programme, ce qui leur permet, lorsqu'il y a un programme qui est en déficit, ils peuvent piocher dans le bénéfice des autres programmes, ce qui évite d'avoir recours à un prêt et donc d'économiser des intérêts. Donc, nous l'avons voté.

Là, on fait un avenant parce qu'il y a un article qui a été mal numéroté. Attendez, où est-ce que je l'ai mis ? Voilà. Nous devons rectifier, c'est juste une erreur matérielle, dans l'avenant, l'article 19 est renuméroté en article 29. Voilà.

En plus, nous avons aussi un programme d'équipements publics qui va être annexé à cette concession puisqu'il y a des besoins scolaires qu'il faut évaluer. Donc, nous allons le voter afin de permettre et d'adapter les conditions financières de la ZAC entre la SADEV et la ville de Choisy-le-Roi, puisque grâce à cela, nous allons bénéficier d'un fonds de 800 000 euros pour faire face à des besoins scolaires éventuels et d'accueillir des enfants, compte tenu des logements nouveaux qui vont arriver, en espérant que la démographie qui est annoncée à la baisse soit à la hausse. Mais c'est une très bonne nouvelle de pouvoir bénéficier de ces 800 000 euros d'aide qui nous sont concédés par la SADEV. Cela n'a rien à voir avec le CRACL, donc, c'est maintenu. Avez-vous une intervention, Monsieur Guillaud-Bataille ?

**M. Guillaud-Bataille :** Oui, Monsieur le Maire. Voilà typiquement un exemple de précipitation pré-électorale. Je m'explique. Combien de fois ici avons-nous interrogé sur l'absence de projection de constructions, d'installations d'écoles et d'équipements scolaires dans la ville ? À chaque fois, Monsieur le Maire, vous nous répondiez : dynamisme démographique. Vous nous répondiez : pas de besoin urgent, immédiat, etc. Là, donc, on se précipite en faisant un avenant dans une ZAC qui pourtant n'est pas neuve, ne sera pas finie la semaine prochaine, pour pouvoir dire : « ça y est, on a débloqué 800 000 euros pour une école du Port ». Évidemment, cette décision vous permettra de le dire haut et fort, vous aurez encore gagné quelque chose.

Je trouve très dommage de jouer avec cela à trois mois d'une élection municipale. Je trouve très dommage de déplacer le Conseil municipal dans ces conditions-là. Cela entache cette décision. Alors, évidemment, nous sommes ce que nous sommes, donc, évidemment, jamais nous ne nous opposerons à la projection d'une école. Nous allons donc voter cette délibération. Nous nous en félicitons, nous nous félicitons du fait que vous puissiez obtenir 800 000 euros pour nourrir un fonds de concours afin de la projeter. Pour autant, voilà, il y a des petites manœuvres qui se voient et qui sont fort dommageables pour la sérénité de notre ville.

**M. le Maire :** Monsieur Guillaud-Bataille, vos procès d'intention, cela commence à bien faire. Les petites manœuvres, croyez-moi, j'ai autre chose à faire que de faire des petites manœuvres. Dire que l'on se précipite, je voudrais juste rappeler quelque chose, d'accord ? Cette ZAC date du 3 juillet 1998, par nos prédécesseurs. Des avenants, je peux vous les lister tous, il y en a eu une quinzaine. Dans aucun avenant ils ne parlaient d'une école. Au contraire, je m'en rappelle, les gens qui ont acheté, si vous voulez refaire l'histoire, mais vous n'habitez pas encore la ville, lorsqu'à grand renfort de publicité, il avait été question de construire une école et un gymnase qui a été rayé d'un trait de plume par feu le précédent maire, il disait que ce n'était pas lui, alors que sur tous les tracts et toutes les réunions qu'il avait faites, il vantait le fait d'avoir une école. C'est quand même fort de café, sur une ZAC qui a donc plus de 20 ans, de venir nous reprocher qu'il n'y a pas une école qui était prévue au départ et qui a été rayée d'un trait de plume par vos prédécesseurs, ce en quoi je m'étais opposé. Là, vous confondez tout. Il n'y a pas de manœuvre de notre part. C'est une proposition de la SADEV, vos amis, vous savez, présidée par Monsieur Garzon, vos amis qui nous proposent cela. Je ne suis pas allé les voir en leur disant : « il faut nous donner 800 000 euros parce que dans trois mois, il y a l'élection. » Mais qu'est-ce que vous racontez ? Ce sont eux qui nous proposent cela. Donc nous acceptons, bien sûr. Je vais dire : « non, on est en période électorale, je ne veux pas de vos sous », on va m'accuser de... non, mais c'est quand même incroyable ! Et donc, ce n'est pas 800 000 euros pour construire une école. Si vous pouvez écouter sans marmonner comme vous faites d'habitude. Moi, je vous écoute tout le temps avec passion. Si ces 800 000 euros, vous croyez que l'on va construire une école avec 800 000 euros, il faudra abonder pas mal.

Simplement, ils nous donnent la possibilité d'adapter les écoles existantes, notamment sûrement Langevin ou Mandela, puisque nos prédécesseurs, lorsqu'ils ont supprimé la construction de cette école dans le quartier du Port, et cela avait fait beaucoup, beaucoup de bruit auprès de ceux qui avaient investi parce qu'ils avaient beaucoup misé là-dessus, ils les ont fléchés vers Mandela et Langevin.

Malheureusement, compte tenu des projections, ces 800 000 euros, j'espère qu'on les utilisera parce qu'il faudra aménager une classe supplémentaire ou des classes. C'est tout ce que je souhaite. Mais rien n'est certain au vu des projections démographiques. On l'a vu encore avec Bénédicte Hache il n'y a pas longtemps auprès de l'inspecteur, du DASEN, qui sont très pessimistes là-dessus. Nous, tout ce que l'on souhaite, c'est d'abonder si vraiment les naissances pouvaient remonter. Mais là, vous faites vraiment une démonstration, mais incroyable, incroyable !

Vous savez, sur ce programme, c'est la SADEV qui a la main, ce n'est pas la Ville. C'est la SADEV qui a la main, et depuis 1998. Il y a des avenants qui nous sont proposés, et quand ils vont dans le bon sens, nous acceptons. La plupart des avenants, nous les avons toujours votés. Je les ai votés quand j'étais simplement au Conseil municipal pour ne pas bloquer la marche de cette ZAC qui a beaucoup de mal à terminer, qui a été malheureusement bloquée, comme beaucoup de programmes dans toute l'Île-de-France et même en France, avec le COVID et autres, et avec la plupart des promoteurs et des bailleurs qui sont coincés. Là, les travaux vont commencer sur les logements. Ce que je peux vous dire, on le verra dans le CRACL au mois de janvier, c'est que les trois terrains qui restaient, il y avait trois terrains où BNP et Duval avaient pris une option là-dessus. Les deux terrains BNP Duval, enfin, ils ont payé, parce que jusqu'à présent, ils n'avaient pas payé les terrains. Les deux terrains, ils ont payé les terrains. Le dernier versement, c'était le 15 décembre 2025, parce que s'ils ne payaient pas les terrains, cela nous inquiétait pour qu'ils aillent plus loin. Le troisième terrain qu'ils avaient, ils ont trouvé preneur avec un autre bailleur. Donc maintenant, sur les trois terrains — c'est le fameux lot B1, B2, B3 — sur les trois terrains, il y a des projets qui démarrent avec un fort investissement financier puisque les terrains ont été payés, ce qui est très réjouissant pour la SADEV, c'est peut-être pour cela que maintenant, ils peuvent nous retourner ces 800 000 euros, parce que sinon, si au mois de décembre, cette signature et ce versement n'avaient pas eu lieu, nous aurions été très, très mal.

Rappelez-vous, il y a quelques mois, nous avons dû voter une garantie d'emprunt à la SADEV, parce que sans cette garantie d'emprunt qu'ils ne sollicitaient pas avant, du fait du renvoi à deux ou trois reprises du programme de la ZAC, les banques ne voulaient plus leur prêter. Donc, ils nous avaient demandé de nous porter en garantie à hauteur de 15 millions d'euros. Ils avaient besoin de 15 millions d'euros, puisque l'argent de ces terrains n'était pas rentré. Et sur les 15 millions d'euros, j'avais dit non. Et finalement, c'est le territoire GOSB et la Ville, chacun à hauteur de 6 millions, on s'est porté garanti pour 12 millions. Maintenant que ces rentrées d'argent sont arrivées à la SADEV, cela fait un bien fou, cela desserre l'étau, et vu ce qu'ils ont versé, je pense que là, ils ont recommencé la vente et ils ont commencé des travaux. Enfin, depuis 1998, il est temps que cette ZAC arrive à terme.

Il n'y a eu aucune demande de notre part, de volonté de bricolage, de je ne sais quoi. C'est incroyable. Mais on se réjouit de cette proposition, pour une fois qu'on a une rentrée d'argent qui n'est pas demandée, mais qui n'est pas utilisée, ce n'est pas de l'argent qu'ils nous versent. C'est en fonction de, au cas où.

Il vous appartient de voter ou pas cet avenant. Si on peut mettre au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Je n'en vois pas. C'est voté à l'unanimité. Espérons que nous aurons à utiliser cette somme pour accueillir plein de nouveaux écoliers. C'est ce que l'on souhaite, il nous en faut. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 129*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 129 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Garantie d'emprunt accordée à Valophis Habitat pour l'extension du réseau de chaleur urbain à Choisy Sud**

**M. le Maire** : Maintenant, on arrive à une garantie d'emprunt accordée à Valophis. C'est très important, ils veulent faire une extension du réseau de chaleur urbain à Choisy Sud. Bien sûr que nous allons, enfin je pense que nous allons l'accorder. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Non, je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Pardon, Yacin. Monsieur Chalby, pardon.

**M. Chalby** : Merci, Monsieur le Maire. C'est juste une observation par rapport à cela. Effectivement, je pense que c'est lié au puits de géothermie qui est situé à Orly. On est quand même à plus de 13 km de réseau maintenant. Cela a tiré jusqu'à la zone de Senia, donc cela commence à faire beaucoup juste pour ce puits-là.

Nous Choisy Sud, Briand-Pelloutier, Hautes Bornes, et un petit peu de Navigateurs, cela commence, on a eu beaucoup de coupures d'eau chaude cet hiver, des baisses de pression au niveau du chauffage. Moi je m'y connaissais un petit peu, donc j'ai pu appeler Dalkia qui est gestionnaire pour le compte de Valophis, enfin pour le compte exactement d'AGESVAM qui est une association loi 1901 qui réunit les villes, mais c'est Valophis au final derrière, pour leur dire qu'il y avait une baisse de pression, le chauffage est tombé, etc. Mais beaucoup de gens ne savaient pas, donc se retrouvent avec des pertes de pression au niveau du chauffage, des coupures d'eau chaude sans arrêt.

Je me pose la question à long terme. À force de tirer, tirer, tirer de plus en plus loin, là, on est jusqu'à sur les hauts d'Orly, limite Rungis, sur la nouvelle zone Senia, à côté de la gare de métro 14. Il y a toute la rénovation urbaine côté Orly, il y a la ZAC des Hautes Bornes qui n'est pas finie, on va aussi raccorder les nouveaux bâtiments. À un moment donné, il faut se poser la question : est-ce que ce puits-là, seul, peut suffire pour alimenter à long terme, de manière convenable, en eau chaude et en chauffage, tout cela ? C'est une question qui se pose parce que si on se retrouve avec des coupures incessantes d'eau chaude en plein mois de décembre, cela peut commencer à être problématique. C'est juste, en termes de projection à moyen terme, est-ce que Valophis se projette à ce niveau-là, au lieu de dire



juste que l'on tire des tuyaux de plus en plus loin et de plus en plus large sur le même puits, en termes de viabilité ?

**M. le Maire :** On s'est posé la question et j'ai posé la question à Valophis. D'après les experts, c'est suffisant. Après, le problème qui se pose à nous, c'est qu'il y a de nouveaux logements, des logements sociaux. Donc c'est le moyen qu'ils aient du chauffage, mais il faut être vigilant, je sais qu'il y a un problème. D'ailleurs, je vais provoquer une réunion, mais là, c'est CDC Habitat, ce n'est pas Valophis, mais c'est pareil. C'est l'avenir, tout le monde, mais je pense que chez Valophis, il n'y a pas de problème, ce sont des logements Valophis, cela concerne Valophis. Les problèmes qui ont été rencontrés, c'est avec CDC Habitat. Donc, pour l'instant...

**M. Chalby :** Même nous, Tonino, dans le privé, on a eu beaucoup de coupures.

**M. le Maire :** Je sais.

**M. Chalby :** Je dis cela parce que c'est quand même le système de chauffage le plus écologique et le moins cher. Quand on compare avec ceux qui sont chauffés au gaz ou à l'électricité, moi je leur dis, on paye beaucoup moins cher que si l'on était au gaz. Et ça, les gens ne s'en rendent pas forcément compte, parce que les primo-accédants n'ont pas forcément les outils de comparaison, mais moi, je leur dis : « allez comparer avec des gens qui sont chauffés en chaudière individuelle, ou au gaz ou en électricité, vous allez voir qu'on paye très peu cher l'énergie, et qu'il n'y a pas plus écologique ». C'est puisé naturellement sous terre, il n'y a pas plus écologique que ça.

**M. le Maire :** Peut-être que, je ne sais pas combien coûtent les bureaux d'études, peut-être que les différentes villes, Orly, Choisy, on peut avoir une rencontre avec les maires pour essayer d'abonder une expertise. La question d'un nouveau puits, effectivement, peut tout à fait se poser, bien sûr. Je pense que la question va se poser. Après, là, moi, personnellement, chacun vote ce qu'il veut, mais personnellement, je ne me vois pas voter contre, compte tenu des... mais ta remarque, bien sûr, est justifiée. Mais il va falloir que l'on soit vigilants, que l'on s'empare plus fort de ce sujet. De toute façon, je pense qu'un nouveau puits sera nécessaire. D'ailleurs, c'est bien pour cela qu'à une époque, le maire d'Alfortville m'en a voulu, il voulait faire un puits je ne sais pas où, mais c'était après au détriment de Choisy, sinon... je n'ai pas pu dire « oui » parce que c'était sur... nous, on s'est réservé cette possibilité aussi de faire un... Mais je pense que oui, effectivement, ta remarque va nous amener à examiner avec Valophis et les autres, je pense qu'il va falloir... Mais la question s'est déjà posée du nouveau puits. Maintenant, cela coûte tellement.

**M. le Maire :** Normalement, cela devrait quand même... Je pense qu'il y a d'autres problèmes. Il faut voir les intervenants. Mais cette question d'un nouveau puits se pose. Il va peut-être falloir qu'on les accompagne.

**M. le Maire :** Oui. Il y a aussi un peu d'électricité. Il va falloir pousser là-dessus sur un nouveau puits. Je pense qu'il va falloir faire, de toute façon, à un moment ou un autre. Je partage, bien sûr. Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bon, c'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n° 25 130*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES

Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 130 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Monsieur Guillaud-Bataille, excusez-moi.

**M. Guillaud-Bataille** : C'est juste pour signaler que pour les trois dossiers suivants, je vais me déporter comme à mon habitude et sortir de la salle, puisque cela concerne des subventions à la région, ce qui ne m'empêchera pas d'être attentif, mais la loi me contraint à ne pas délibérer ici, y compris pour être attentif ailleurs.

**M. le Maire** : Tout à fait. Pour le point, on a voté, vous avez voté, on a voté pour la géothermie. D'accord. Nathalie.

**Mme LEMOINE** : Moi je n'ai pas de déport, mais je ne prendrai pas part au vote des trois autres résolutions. Pareil.

**M. le Maire** : OK. Donc, c'est fait, la garantie d'emprunt à Valophis.

#### **→ Choisy Sud — Création d'une Maison des associations : Sollicitation d'une subvention auprès de la Région**

**M. le Maire** : Là aussi, on ne va pas polémiquer, mais sur Choisy Sud, la création d'une maison des associations, on l'a annoncé en réunion publique, contrairement à ce que j'ai pu lire ici et là, ou même regardez attentivement une vidéo avec un excellent comédien qui s'agitait beaucoup, nous reprochant de ne pas avoir fait de maison des associations. Nous l'avons annoncé il y a trois ans, la maison des associations. Il y a eu trois réunions publiques. Donc maintenant, tout le monde pourra vérifier en conseil de quartier et autres, c'était dans le programme. Il s'agit maintenant de demander une subvention auprès de la Région pour la création de cette maison de santé qui aura lieu. Une maison des associations, pardon.

On va solliciter une subvention auprès de la Région, et puis d'autres après, parce que tout cela ne se finance pas tout seul. Oui, il faut chercher les subventions.

Y a-t-il des remarques, des prises de parole sur la maison des associations, sur cette demande de subvention ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 131*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 3 (GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien).

*La délibération n° 25 131 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Choisy Sud — Création d'une Maison de la santé : Sollicitation d'une subvention auprès de la Région**

**M. le Maire** : Toujours pareil, pour la restructuration du Centre Social Langevin en complexe sportif...

**M. le Maire** : La Maison des associations, oui, je l'ai fait tout à l'heure. Donc, il y aura aussi, on envisage sur le secteur sud, dans le programme NPRU, et on en a parlé, bien sûr, lors d'une réunion, on a présenté. Donc, on va aussi demander une sollicitation, toujours auprès de la Région, pour la création d'une maison de santé dans le quartier sud, en bas de la nouvelle construction du nouvel immeuble. Il y aura donc une maison des associations et cette maison de santé. On demande aussi une subvention.

Y a-t-il une intervention sur la création d'une maison de santé ? Non, je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 132*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 3 (GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien).

*La délibération n° 25 132 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Choisy Sud — Restructuration du Centre Social Langevin en complexe sportif et espace pédagogique alternatif : Sollicitation d'une subvention auprès de la Région**

**M. le Maire** : On en vient à la restructuration du Centre Social Langevin en complexe sportif et en espace pédagogique. Là aussi, on va demander, on va bien les solliciter, une subvention à la Région, puisque le centre social va se déplacer sur le nouveau centre et nous avons adapté Langevin.

Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 133*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 3 (GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien).

*La délibération n° 25 133 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Maintenant, Monsieur Guillaud-Bataille, oui, bien sûr, si quelqu'un peut... On va attendre que monsieur Guillaud-Bataille rentre dans la salle. Dites donc, il a été loin. On va attendre. On attend monsieur Guillaud-Bataille, non ? Il arrive ?

## **HABITAT**

**→ Approbation de l'acte d'engagement en vue de la délivrance par la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) des données foncières ou des données logement vacant (LOVAC)**

**M. le Maire** : Maintenant, nous attaquons l'habitat. Je vais donner la parole à Monsieur Druart qui va nous proposer un engagement avec la direction générale de l'aménagement et de la nature. Ce sont des données importantes. Monsieur Druart.

**M. Druart** : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir. L'approbation de l'acte d'engagement en vue de la délivrance par la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) des données foncières ou des données logement vacant.

Comme son nom l'indique, c'est une base de données référençant les logements vacants. Pour rappel, le taux de logements vacants sur le département est de 5,7 %, sur la ville il est de 5,3 %. Nous avons réfléchi avec l'ensemble du service habitat pour, justement, avoir accès à cette base. Le but est de remettre en circulation ces logements vacants pour le bénéfice des Choisyens. Je vais quand même préciser les trois motifs : la connaissance et l'analyse du foncier ou du bâti ou de la propriété, la connaissance et l'analyse des marchés fonciers et immobiliers, et la prise de contact avec les propriétaires. Je rappelle que cette base est dénommée LOVAC, et c'est inédit à Choisy-le-Roi. Merci.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Druart. Y a-t-il des observations sur cette disposition ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? Très bien, c'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n° 25 134*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 134 est adoptée à l'unanimité.*

→ **Garantie d'emprunt accordée à SEQUENS pour le financement de la réhabilitation de 20 logements locatifs sociaux, situés au 1 Bis rue Rouget de Lisle à Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Monsieur Druart, vous gardez la parole. Une garantie d'emprunt maintenant.

**M. Druart** : On continue avec une nouvelle garantie d'emprunt accordée à SEQUENS pour le 1 bis rue Rouget de l'Isle, pour la réhabilitation de 20 logements locatifs, évidemment. Le montant total de l'opération, je vais plutôt dire des emprunts, est de 420 000 plus 332 806 euros, soit 772, 806 euros, donc étalés sur 20 ou 25 ans, selon le prêt. En contrepartie de cette garantie d'emprunt qui va financer ces travaux, nous avons une désignation unique de 7 logements sur la période totale de 25 ans, plus 5 ans que l'on récupère sur la dernière garantie d'emprunt, donc sur 30 ans, il faut bien préciser.

**M. le Maire** : Merci. Des interventions sur cette disposition ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Oui, on ne peut que s'en féliciter, puisqu'encore une fois on n'est pas contre le logement social, la preuve c'est qu'il a augmenté de 2 % sur notre ville. Donc, on ne l'a pas baissé. Voilà. S'il n'y a pas d'intervention, on va porter au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci pour les locataires.

*Vote de la délibération n° 25 135*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 135 est adoptée à l'unanimité.*

## **DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES (DGST)**

### **→ Convention de mise à disposition de terrain pour le jardin partagé des Hautes Bornes**

**M. le Maire** : Maintenant, un point technique. Convention de mise à disposition, c'est un terrain, c'est le jardin partagé des Hautes Bornes que Monsieur Chalby connaît bien. Donc, on refait une convention.

Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

### *Vote de la délibération n° 25 136*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 136 est adoptée à l'unanimité.*

## COMMERCES/MARCHÉS FORAINS

### → Tarification des droits de voirie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026

**M. le Maire** : Les commerces. Madame Francisot, tarification des droits de voirie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire. Comme tous les autres tarifs, ces tarifs augmentent de 2 %. Les droits de voirie, je précise, ce sont les occupations exceptionnelles sur la voirie. Cela ne concerne pas le stationnement de surface.

**M. le Maire** : Ils ne sont pas très hauts dans notre ville. Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 137*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 137 est adoptée à l'unanimité.*

## PETITE ENFANCE

### → Avis sur un projet d'ouverture d'une micro-crèche dans le cadre du service public de la Petite Enfance

**M. le Maire** : Maintenant, on arrive à la petite enfance. Je donne la parole à madame Lanternier sur l'ouverture d'une micro-crèche.

**Mme Lanternier** : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir tout le monde. Je vous présente ce soir l'avis que nous devons rendre concernant le projet d'ouverture d'une micro-crèche sur notre commune.

Comme vous le savez, la loi du 18 septembre 2023 a instauré le service public de la Petite Enfance, et cela vise à garantir à chaque famille une solution d'accueil pour son jeune enfant. À ce titre, toute ouverture et toute création d'un établissement d'accueil du jeune enfant du droit privé doit désormais faire l'objet d'une consultation préalable du Conseil municipal et ensuite du président du Conseil départemental, afin qu'il puisse délivrer l'autorisation d'ouverture en complément de la PMI. Ici, c'est la société Les Trois Petits

Chats qui a déposé un dossier pour ouvrir une micro-crèche située au 19 rue Albert ler, une micro-crèche qui s'appellera « Les Petits Boss ». C'est une structure qui accueillera jusqu'à 12 enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans, de 8 h 30 à 19 h, sur cette amplitude horaire.

C'est donc un équipement qui viendra compléter l'offre d'accueil qui existe déjà sur la commune. Aujourd'hui, à Choisy-le-Roi, on compte presque 2 000 enfants de moins de trois ans, et sur ces 2 000 enfants, il y en a la moitié qui n'ont actuellement aucun mode d'accueil. Donc cela permettra de leur offrir, d'offrir à ces enfants, une place dans une structure adaptée. L'ouverture de cette micro-crèche permettra donc, par là même, de répondre à un besoin réel des familles et de faciliter le retour à l'emploi des parents ou l'accès même à l'emploi.

Au regard de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable à l'ouverture de la micro-crèche « Les Petits Boss ». Juste pour rappel, cet avis ne vaut pas autorisation d'ouverture parce qu'elle relève du président du Conseil départemental du Val-de-Marne, après instruction par les services de la PME. Voilà.

**M. le Maire :** Merci, madame Lanternier. J'ajouterais aussi que grâce aux ATSEM et des places du département, on arrive à satisfaire... aux assistantes maternelles qui font aussi office de garde, on arrive quand même à satisfaire près de 60 % des demandes, en ajoutant, ce qui est quand même une belle progression.

Ce n'est pas satisfaisant, on aimerait faire 100 %, mais c'est une belle progression et un beau chiffre par rapport aux alentours. Il y a une difficulté extrêmement importante sur tout le département et en France de trouver du personnel pour les crèches. D'ailleurs, il y a une loi spéciale qui a été votée par l'État qui donne la possibilité aux collectivités d'augmenter spécifiquement ces agents sans que la fameuse chaîne, tout le monde soit obligé, c'est spécifique, c'est la première fois que cela a eu lieu. Cela donne l'idée de la difficulté de trouver ces personnels. Et surtout, on a encore la possibilité d'augmenter nos acceptations avec notre nouvelle crèche de 80 personnes, de 80 berceaux. 60 ou 80 ? 72, voilà. 72 berceaux à Pelloutier. Malheureusement, avec les entreprises, il y a à peu près trois mois de retard, mais elle va ouvrir prochainement et cela va encore donner un bol d'air supplémentaire aux parents. Il faut continuer un effort, bien sûr, sur les crèches. Y a-t-il des interventions ? Alors, comme on l'a bien dit, attention, nous, on ne donne pas l'autorisation d'ouvrir, on autorise son installation. Après, comme l'a bien expliqué Madame Lanternier, les spécialistes, voilà. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Je n'en vois pas. C'est voté à l'unanimité. Merci. Excusez-moi, mes lunettes avec la ferraille, ça a coupé, ça a tapé sur le micro.

*Vote de la délibération n° 25 138*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.



Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 138 est adoptée à l'unanimité.*

## **SPORTS**

### **→ Tarification des activités sportives au 1<sup>er</sup> janvier 2026**

**M. le Maire** : On passe au sport. Monsieur Marques, vous avez la parole. Tarification des activités sportives 2026.

**M. Marques** : Merci, monsieur le Maire, chers collègues. Il s'agit d'approuver les tarifs de location et d'utilisation des installations sportives municipales pour l'année 2026.

Nous disposons sur Choisy-le-Roi de sept gymnases, de deux stades et d'une piscine, un patrimoine important qui nécessite un entretien régulier. Au cours des deux dernières années, on peut relever, en termes de travaux, entre autres, au gymnase Rousseau, un nouveau sol sportif, l'installation de déshumidificateurs dans la salle de judo, dans la salle de boxe, ainsi que dans les vestiaires du bas. Le dojo a été équipé d'une climatisation réversible, ce qui produit de la chaleur l'hiver et de la fraîcheur l'été. Au stade Jean Bouin, la pose d'un revêtement neuf sur le terrain synthétique numéro 2, avec de la fibre, uniquement, pas de remplissage naturel. Le passage à l'éclairage OLED autour du terrain de rugby et des terrains de football, ce qui divise le coût énergétique par dix tout en améliorant nettement la luminosité. Par ailleurs, la piscine très vétuste, qu'il s'agisse de la façade extérieure, de l'intérieur du bâtiment, des plages et des galeries, a nécessité des travaux d'étalement des galeries à Noël 2024 et à Pâques 2025. Nous avons également installé un système de ventilation dans les galeries et un système de vidéosurveillance pour suivre la stabilité des plages et de la tribune. Toutes ces opérations ont permis que l'équipement reste ouvert, nous l'espérons, jusqu'à la fin de l'année 2026, ce qui n'a pas été possible pour les tribunes du terrain de rugby qui, je le rappelle, sont condamnées depuis plusieurs années.

Quelques chiffres pour 2025. Les recettes attendues pour les stades et gymnases s'élèvent à 47 548 euros. Le total des entrées piscine, toutes rubriques confondues, est de 60 815 euros. Le montant des locations aux scolaires est de 29 768 euros. Ces chiffres sont à date du 15 décembre, c'est-à-dire aujourd'hui. Une augmentation de 2 % a été pratiquée, étant entendu que les associations sportives Choisyennes bénéficient, comme tous les ans, de la gratuité de la mise à disposition des installations selon une convention d'utilisation, et que le tarif des pass annuels à la piscine sur Choisy-le-Roi reste encore aujourd'hui largement inférieur à la moyenne départementale. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Marques. Des interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 139*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI

Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 139 est adoptée à l'unanimité.*

## CULTURE

### → Adoption du nouveau projet d'établissement du conservatoire

**M. le Maire :** Nous passons maintenant à la culture et je donne la parole à Madame Ostermeyer.

**Mme Ostermeyer :** Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et tous. Je vous sou mets ce soir le nouveau projet d'établissement de notre conservatoire, et ce, pour valider son adoption.

Il est conçu à la fois pour une mise à jour de son fonctionnement, de ses projets, mais aussi et surtout pour renouveler la demande de classement du Conservatoire municipal pour les cinq ans à venir. Élaboré avec l'ensemble des équipes pédagogiques, administratives et techniques, sans oublier les partenaires éducatifs et sociaux de la Ville, il affirme sa mission de service public à laquelle nous tenons énormément, rendre la culture accessible à tout un chacun. Je vous demande donc de bien vouloir vous prononcer sur ce nouveau projet.

**M. le Maire :** Des interventions sur ce point ? Pardon, tu n'as pas fini ? Excuse-moi, tu finis sur ce point ? Très bien. Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n° 25 140*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 140 est adoptée à l'unanimité.*

→ **Convention de prestations d'activité culturelle thérapeutique expression corporelle**

**M. le Maire** : Toujours dans la culture, le deuxième point : prestations d'activité culturelle et d'expression corporelle.

**Mme Ostermeyer** : C'est un point que vous connaissez déjà. Je reviens vers vous avec justement un des partenaires déjà habituels de notre conservatoire, j'ai nommé le Centre Hospitalier Paul Guiraud.

Il s'agit donc de valider cette nouvelle convention de prestations d'activité culturelle et thérapeutique pour un groupe de six patients, et ce, dans le cadre d'ateliers d'expression corporelle. La durée de cette convention est d'une année et elle peut être reconduite pour un maximum de trois ans. Merci de vous prononcer favorablement pour eux.

**M. le Maire** : Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 141*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 141 est adoptée à l'unanimité.*

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

→ **Autorisation du Conseil municipal pour la vente d'un véhicule communal**

**M. le Maire** : Un dernier petit point tout simple. On vous demande l'autorisation de la vente d'un véhicule communal dont on n'a plus l'utilité. Une intervention ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 142*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique,

HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 142 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales**

**M. le Maire :** S'il y a des questionnements sur ces fameuses décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Bon, personne n'en a.

*Délibération n° 25 143 Dont Acte*

Écoutez, merci de cet excellent Conseil municipal de très bonne tenue. Bonne fête à vous toutes et vous tous, mais je pense que l'on aura sûrement l'occasion de se rencontrer ou de se voir en vidéo. Bonnes fêtes !

*La séance est levée à 20 h 54.*